

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 370/Juillet 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2022

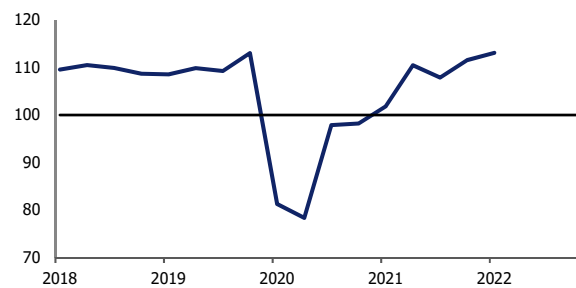
Maintien de la confiance au premier trimestre

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) atteint 113,1 au premier trimestre 2022, soit +1,5 point sur le trimestre et 13 points au-dessus de sa moyenne longue période.

Les principaux contributeurs à la légère progression de l'ICA par rapport au trimestre précédent sont la hausse des prix et des effectifs.

Pour les trois prochains mois, les chefs d'entreprise anticipent une amélioration, en dépit de probables répercussions de la guerre en Ukraine sur leur activité, et envisagent des embauches. Ils estiment en outre que la hausse du coût de leurs intrants va nécessiter un ajustement de leurs prix de vente en conséquence.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'I'EOM

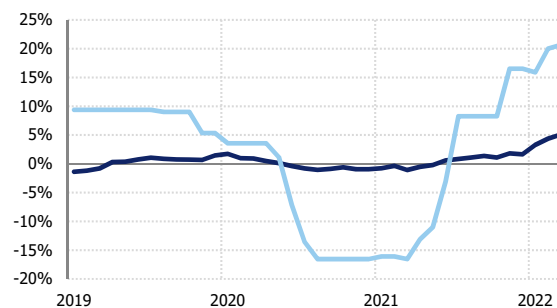
La hausse des prix s'intensifie

L'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une progression de 5,1 % en glissement annuel au premier trimestre 2022, après +1,7 % au précédent. Les plus importants contributeurs à cette accélération sont les prix des produits alimentaires (1,5 point), des transports (1,4 point), notamment du carburant (1 point), et des assurances (1,1 point).

En mars, la seule baisse significative concerne les communications, dont les tarifs refluent de 11,1 % par rapport à l'année précédente.

L'inflation se répercute sur l'index général du BTP¹, qui affiche +9,2 % en rythme annuel en mars 2022 (+6,5 % en décembre 2021).

Indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



Source : ISPF

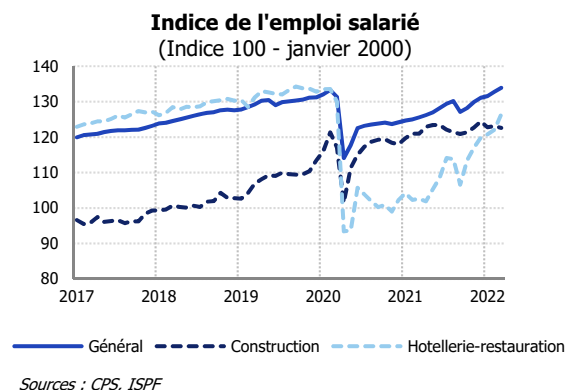
¹ Il inclut à la fois les matériaux de construction et les charges du BTP.

L'inflation est par ailleurs ressentie par l'ensemble des agents économiques. Les deux tiers des ménages, interrogés en février dernier par le CEROM¹, ont estimé que les prix avaient fortement augmenté au cours des six derniers mois. Quant aux entreprises qui participent à l'enquête trimestrielle de l'IEOM, elles confirment que leurs prix ont augmenté au cours du trimestre et que cette tendance devrait se maintenir sur la deuxième partie du semestre. Dans ce contexte, le gouvernement a été amené à revaloriser le salaire minimum garanti (SMIG)².

Le marché du travail retrouve son niveau pré-crise

Les effectifs salariés moyens sont en hausse de 2,2 % en 2021³ par rapport à 2020 (65 500 sur 11 mois contre 64 000 en 2020). Ils retrouvent quasiment leur niveau de 2019 (66 000).

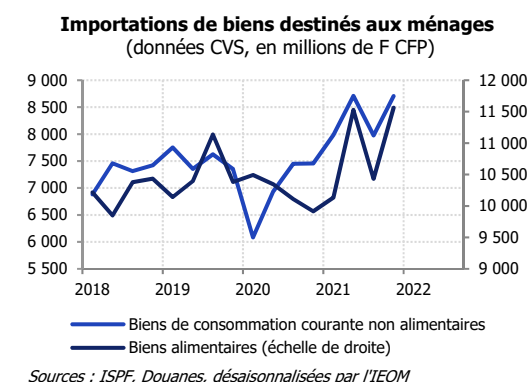
Sur les trois premiers mois de 2022, l'amélioration semble se poursuivre ainsi qu'en témoigne la croissance de 6,6 % en glissement annuel de l'indice de l'emploi salarié du secteur marchand. L'hôtellerie-restauration enregistre la plus forte progression (+23,3 %) même s'il s'agit du seul secteur qui peine à retrouver son niveau d'emploi d'avant la Covid-19. La progression est également soutenue dans le reste du secteur tertiaire, le commerce et les autres services enregistrant respectivement +3,5 % et +5,1 %.



La consommation des ménages se maintient

Les commerçants interrogés par l'IEOM estiment que leur courant d'affaires est resté stable au premier trimestre 2022, mais qu'il pourrait se dégrader dans les trois mois à venir. Avec l'inflation importée, via les prix de l'énergie et des transports, à laquelle s'ajoutent les effets de la Contribution pour la solidarité (CPS)⁴, les professionnels du secteur font part d'un nécessaire ajustement de leurs prix de vente dès le premier trimestre 2022 qui devrait se poursuivre au trimestre suivant.

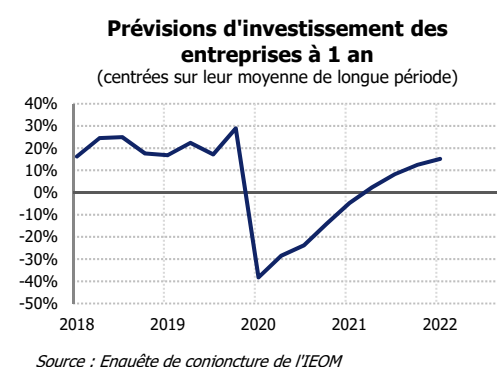
La demande intérieure contribue à la hausse des importations de biens de consommation (hors alimentation), +21,3 % en glissement annuel au premier trimestre 2022, et des immatriculations de voitures particulières neuves (+5,4 %).



De meilleures perspectives pour l'investissement des entreprises

Les entreprises interrogées par l'IEOM semblent plus enclines à engager des programmes d'investissement au premier trimestre 2022. La production de crédits à l'équipement des entreprises s'inscrit en forte hausse, +37,7 % en glissement annuel, mais demeure encore bien inférieure à son niveau pré-crise (3,7 milliards de F CFP en 2022, contre 2,7 milliards en 2021 et 6,5 milliards en 2020).

La production de crédits à l'habitat, en revanche, recule de 11,5 % sur la période (7,3 milliards de F CFP en 2022 contre 8,3 milliards en 2021), quelque peu affectée par l'application des nouvelles règles de limitation des taux d'endettement édictées par le HCSF⁵ et la hausse des prix de l'immobilier.



¹ Publication CEROM - avril 2022 - *Des ménages réservés sur la situation économique*

² Le SMIG a été augmenté de 2 % au 1^{er} décembre dernier et au 1^{er} mai 2022.

³ Dernières données disponibles : novembre 2021.

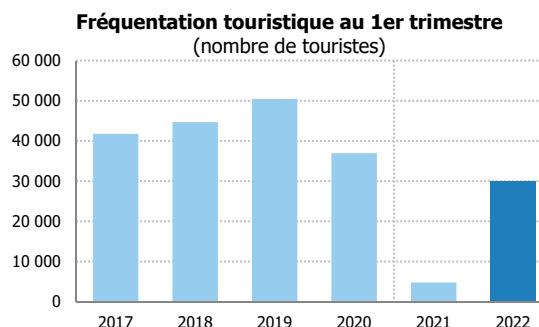
⁴ À partir du 1^{er} avril 2022, la CPS, nouvelle taxe créée pour asseoir le financement de la branche maladie de la protection sociale, s'applique sur l'ensemble des ventes de biens et services. Assortie d'un taux de 1 %, elle n'est pas récupérable par les professionnels contrairement à la TVA.

⁵ Taux d'endettement inférieur ou égal à 35 %, durée d'emprunt de 25 ans au maximum.

Un premier trimestre bien orienté

Un début d'année de bon augure pour le tourisme

Après deux années marquées par la covid-19, la fréquentation touristique repart, en dépit de liaisons internationales encore restreintes, le Japon et la Nouvelle-Zélande étant encore fermés au premier trimestre 2022. Sur la période, 30 000 touristes sont venus en Polynésie française, en particulier des Américains (56 %) et des Français (29 %). Cette performance reste cependant bien inférieure à celles d'avant-crise. Il en va de même pour la croisière locale, qui a accueilli 7 300 clients, soit moitié moins qu'en 2019. Les paquebots transpacifiques, quant à eux, font un timide retour (2 navires au premier trimestre 2022), après deux ans d'absence.



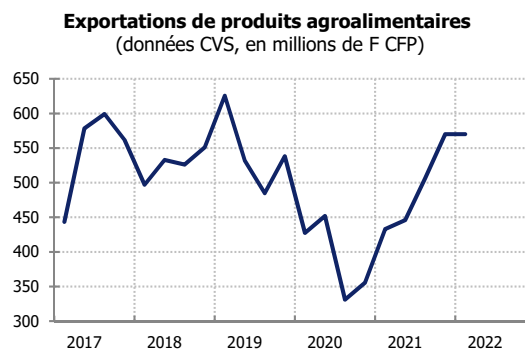
Source : ISPF

L'hôtellerie polynésienne enregistre un coefficient moyen de remplissage de 44,6 % sur la période, contre 50,9 % en 2020 et 56,8 % en 2019. Néanmoins, les professionnels du secteur se montrent confiants pour le deuxième trimestre 2022 et prévoient d'augmenter leurs effectifs en conséquence.

Secteur secondaire : une trajectoire globalement positive

Les professionnels du secteur de l'industrie estiment que leurs niveaux d'activité et d'effectifs sont restés stables au premier trimestre 2022, mais anticipent leur renforcement au trimestre suivant. Comme pour les autres secteurs, leurs prix de vente sont sur une tendance haussière qui devrait perdurer au cours des trois prochains mois. Les délais de livraison sont au cœur des préoccupations des chefs d'entreprise, certains témoignant de difficultés dans la gestion de leurs stocks.

Les filières agroalimentaires enregistrent une forte hausse de leurs exports par rapport au premier trimestre 2021 (+34,4 % en glissement annuel - en données brutes) sans rattraper leur niveau de 2019 (-7 %).



Sources : ISPF, Douanes - CVS IEOM

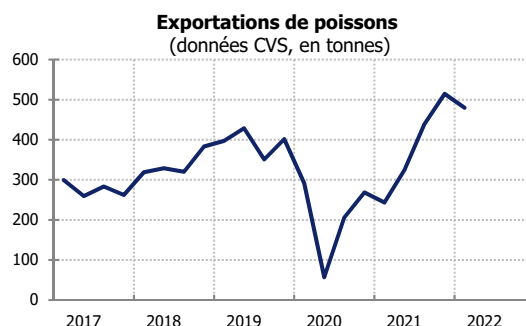
Les acteurs du BTP font état d'un accroissement de leur volume d'affaires au premier trimestre 2022, qui s'accompagne d'une stabilisation de leurs effectifs et d'une hausse de leurs prix appelée à durer. Certains chefs d'entreprise redoutent l'impact de la revalorisation des salaires, en lien avec celle du SMIG, et de la volatilité des prix des intrants qui pourraient alourdir leurs charges d'exploitation.

Secteur primaire : un bilan mitigé

Globalement, les exploitants du secteur primaire, qui ont constaté une hausse de leur activité début 2022, s'attendent à une stabilisation de leur courant d'affaires au deuxième trimestre.

Dans le secteur de la perle, les volumes exportés chutent de 82 % en glissement annuel, en raison de la raréfaction du produit. Elle s'explique à la fois par la baisse du stock de nacres greffées, due à l'absence des greffeurs chinois depuis plus de deux ans, et la fin du déstockage opéré par les professionnels en 2021¹.

En revanche, les exportations de poissons, 402 tonnes au premier trimestre 2022, triplent par rapport à l'année précédente (171 tonnes) et dépassent de 21 % celles enregistrées avant la pandémie (333 tonnes en 2019).



Sources : ISPF, Douanes - CVS IEOM

¹ La suspension du droit spécifique sur les perles exportées (DSPE) entre août 2020 et avril 2021 avait entraîné un déstockage massif de perles de moindre qualité.

LA DYNAMIQUE DE REPRISE EST AFFAIBLIE PAR L'ACCROISSEMENT DES INCERTITUDES

Selon les estimations publiées par le FMI en avril 2022, le PIB mondial a progressé de 6,1 % en 2021. Les ruptures d'approvisionnement et la dégradation de la situation sanitaire dans plusieurs pays ont finalement eu un impact modéré sur la croissance mondiale. Pour 2022, le FMI table sur une augmentation du PIB mondial de 3,6 %, soit un rythme nettement inférieur à ce qui avait été anticipé six mois plus tôt (-1,3 point). Cette révision est en particulier liée à la guerre en Ukraine qui a des répercussions économiques importantes à l'échelle mondiale, notamment sur le niveau des prix de l'énergie et de certaines denrées alimentaires.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,4 % au premier trimestre 2022, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,7 % au quatrième trimestre 2021. Alors que la consommation des ménages et l'investissement continuent de progresser sur le trimestre, le recul du PIB s'explique par le déstockage opéré par les entreprises, la réduction des dépenses publiques et surtout la nette augmentation du déficit commercial, liée notamment aux importations de pétrole. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 3,7 % sur l'ensemble de l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au premier trimestre 2021 après une hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des exportations alors que la consommation des ménages recule, grevée par une inflation qui s'est élevée à 7,4 % à fin mars dans la zone euro. Le taux de chômage continue quant à lui de baisser, pour s'établir à 6,8 % à fin mars, contre 8,2 % un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, le PIB pourrait croître de 2,8 % selon le FMI.

D'après l'Insee, le PIB de la France a reculé de 0,2 % au premier trimestre 2022 après une croissance de 0,4 % au trimestre précédent. Cette contraction s'explique principalement par la nette baisse de la consommation des ménages (-1,5 %) tandis que l'investissement des entreprises progresse de 0,6 %. La hausse des exportations (+1,2 %) est quant à elle supérieure à celle des importations (+0,5 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 3,4 % dans le scénario conventionnel et de 2,8 % dans le scénario dégradé sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, le PIB a baissé de 0,1 % au premier trimestre 2022 après une augmentation de 1,0 % au quatrième trimestre 2021. Ce recul provient essentiellement d'une hausse du déficit commercial alors que la demande intérieure a progressé de 0,2 %, tirée par l'investissement privé. Pour l'ensemble de l'année 2022, le FMI anticipe une croissance du PIB de 2,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,8 % en 2022. Obérée par les restrictions sanitaires strictes, la croissance chinoise serait limitée à 4,4 % tandis que la Russie, dans le contexte de la crise en Ukraine, enregistrerait un recul sensible de son PIB (-8,5 %). À l'inverse, la croissance devrait demeurer soutenue en Inde (+8,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 juin 2022.

L'INFLATION N'ÉPARGNE PAS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

L'inflation atteint des sommets dans de nombreux pays, le conflit entre l'Ukraine et la Russie ayant un fort impact au niveau mondial sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires, ainsi que les confinements en Chine qui perturbent les circuits d'approvisionnement.

En **Australie**, la croissance du PIB est de 4,7 % en glissement annuel entre décembre 2020 et 2021 et devrait, progresser de 4,2 % en 2022, selon les dernières prévisions du FMI. Les prix à la consommation augmentent de 5,1 % en glissement annuel au premier trimestre 2022 du fait des hausses importantes des prix des logements neufs (+5,7 %) et du carburant (+11,0 %). Le taux de chômage continue quant à lui de baisser pour atteindre un taux de 3,9 %, son niveau le plus bas depuis plus de 10 ans, engendrant des pénuries de main-d'œuvre pour certains secteurs.

Le PIB **néo-zélandais** augmente de 5,6 % en 2021 et les projections du FMI pour 2022 sont de 2,7 %. La Nouvelle-Zélande est aussi victime de tensions inflationnistes : son IPC augmente de +6,9 % en glissement annuel au premier trimestre 2022, du fait principalement de la hausse des dépenses liées au logement (+8,6 %), des transports (+14 %) et de l'alimentation (+6,7 %). Sur la période, le taux de chômage se stabilise à 3,2 %, soit le taux le plus bas depuis 1986, entraînant une hausse des salaires annuelle de 2,6 %. Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand, qui a commencé à durcir sa politique monétaire dès le dernier trimestre 2021, a augmenté son principal taux directeur, l'Official cash rate, de 0,75 % à 1 % en février.

L'**Indonésie** voit la croissance de son économie accélérer au premier trimestre 2022, +5 % en glissement annuel, après 3,5 % au trimestre précédent, stimulée par l'essor des exportations (+16,2 %). Productrice de premier plan de matières premières, telles que le charbon, le nickel ou l'huile de palme, elle a tiré parti de la hausse des cours mondiaux. La consommation des ménages (+4,3 %) a également contribué à la tendance, en dépit de la circulation active du variant Omicron au cours du premier trimestre 2022. Au premier trimestre 2022, la Bank Indonesia a choisi de maintenir ses taux directeurs, inchangés depuis juin 2016, afin de soutenir la reprise économique, estimant qu'avec un indice des prix à la consommation à +2,6 % en glissement annuel en mars, l'inflation conservait un niveau encore acceptable.

Aux **îles Fidji**, l'indice des prix à la consommation s'affiche à +4,7 % en glissement annuel en mars 2022 (+3 % en décembre 2021), impacté par la hausse des prix de carburants (+8,4 % sur les prix du transport) et des matières premières, les problèmes d'approvisionnement et les catastrophes naturelles. Le cyclone Cody, survenu en janvier, a compromis les récoltes, notamment de fruits et légumes locaux. Par conséquent, les prix des produits alimentaires et des transports, augmentent de respectivement 8 % et 8,4 %.

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Bank Indonesia, Fiji Bureau of Statistics